



« NOUS NE SOMMES PAS LES
PROMOTEURS DE LA POLITIQUE
ÉDUCATION DU GOUVERNEMENT ».



CONSIGNE SYNDICALE

Alors que les gouvernements Macron mènent une politique de casse assumée et répétée du Service public d'Éducation, que la communauté éducative (syndicats-personnels-associations) mène aujourd'hui la lutte contre cette politique (caractérisée aujourd'hui par le Choc des savoirs), nous constatons une offensive ministérielle pour imposer aux personnels des actions et des missions de promotion de cette politique délétère.

Ainsi, en plus du développement des *fiches navettes CM2-Collège* visant à préparer le tri des élèves dans les groupes de niveaux, viennent fleurir des opérations de promotion de ces mesures comme le *flyer « Ce qui change pour votre enfant à la rentrée »*, mais aussi des enquêtes DEPP sur les pratiques pédagogiques « *1000 écoles* »... A ce cortège d'opérations, on peut également ajouter celle de la promotion des JO entraînant la distribution des *pièces de 2€* aux élèves, qui interrogent sur les moyens alloués (alors que l'heure est à l'austérité budgétaire) et la couverture juridique des personnels détenant de telles sommes...

Pour la CGT Éduc'action, les personnels n'ont pas vocation à se faire les promoteurs d'une politique gouvernementale qui casse leur outil de travail et la vocation première de l'École, ni à accepter des tâches annexes non comprises dans leurs missions ou obligations de travail. Dans ces conditions, elle appelle les personnels à refuser toute démarche de la sorte, existante ou à venir. Elle soutiendra toutes les équipes qui s'opposeraient à ces opérations et interviendra auprès du ministère pour faire valoir les droits des personnels.

